

Le BON PLAN

Numéro final

Octobre 2026

FERMETURE DÉFINITIVE



Retour sur 35 ans de précarité / Zoom sur la fermeture d'Impact-
Le Bon Plan / La fabrique de l'utopie, conversation entre une directrice
et une salariée en insertion / Portrait d'une portraitiste : celle qui reste



Les locaux d'IMPACT-LE BON PLAN
au 21 rue Christophe Turc à Grenoble

LE BON PLAN, LE PLAN COM, IMPACT, DE QUOI PARLONS- NOUS?

Souvent de la même chose!

Tout d'abord éditrice du journal papier
Le Bon Plan (devenu par la suite site
internet), notre structure – par
extension – porte son nom.

Par la suite, l'activité du chantier
d'insertion s'étoffe pour devenir une
véritable agence de communication :
rédaction, réalisations audiovisuelles,
créations graphiques web et print,
création et gestion de sites internet...
Le Plan Com devient alors la vitrine
de ce nouveau visage, puis enfin
Impact ces dernières années, sans
pour autant faire disparaître le nom
historique Le Bon Plan !

Dans le sillage de cette histoire, pour
ce dernier numéro du *Bon Plan*, nous
parlerons d'Impact-Le Bon Plan pour
désigner le chantier d'insertion !

NUMÉRO FINAL - Octobre 2026

Rédaction

Arnaud Auria, Floriane Bajart, Marie-Noëlle Battaglia,
Laurent Gisclard, Méryl Perrin, Aurélien Mathé,
Sylvaine Petit, Maria Prokhorova, Cyrille Roman,
Alice Trotier

Réalisation

Mise en page: Claudine Evans

Illustrations: Maria Prokhorova, Cyrille Roman

© Couples romantiques minimalistes coréens assis
par Sketchify South Korae, "speech bubble element"
par Diah Ayu Hariyanti, "Wooden Door"
par ovidiutimlarupportfolio, "Illustration Hanging Cat"
par helenreveur

Photo de couverture: Maria Prokhorova

Photos: Floriane Bajart (p12) Mélanie Hoffmann (p11)

Imprimerie Everest à Grenoble

Impact-Le Bon Plan

21 rue Christophe Turc - 38100 Grenoble

Imprimé sur papier recyclé 

SOMMAIRE

ÉDITO 3
COURRIER DU LECTEUR 3

II ÉTAIT UNE FOIS... 4
35 ans de précarité racontés
par *Le Bon plan*

ZOOM SUR 6
La fermeture d'Impact-Le Bon Plan

PORTRAIT 9
Portrait d'une portraitiste :
Annie Kawusoko Peysa Nsingi,
celle qui reste

RENCONTRE 10
La fabrique de l'utopie

LES MOTS DE LA FIN 12
PETITES ANNONCES 12



ÉDITO

En 35 ans d'existence, Impact-Le Bon Plan a vu passer environ 250 personnes salariées en insertion.

250 histoires de vie particulières, si particulières qu'à un moment donné, elles ont eu besoin d'un lieu de travail plus sécurisant que les autres. À Impact-Bon Plan, les personnes embauchées pouvaient arriver fatiguées de la vie, fâchées avec la hiérarchie, en proie au doute, méfiantes vis-à-vis du monde du travail, se débattant avec une addiction... Le rôle premier que nous – l'équipe encadrante – nous fixions était avant tout de « lever les freins à l'emploi » comme le veut l'expression consacrée : l'accompagnement pouvait toucher au suivi médical, aux démarches administratives, ou encore à la formation professionnelle.

Ironie du sort : en arrivant pour travailler comme encadrant technique dans la structure, je n'avais plus tourné d'images depuis 8 ans, après un cancer diagnostiqué en plein montage de mon premier « vrai » film, en 2010.

Impact-Le Bon Plan m'a marqué, car en accompagnant l'équipe de rédaction, je me suis vite rendu compte qu'elle m'accompagnait aussi, sans le savoir. Aujourd'hui, je vis de ce que je filme et photographie, grâce à mon passage sur le chantier.

À Impact-Bon Plan, j'ai vu des personnes gagner en confiance, en motivation, en énergie. Parfois de manière incroyable : une pensée particulière pour cette personne arrivée avec une colère diffuse et permanente, qu'elle a apprivoisée deux années durant pour en faire une détermination ; une autre pensée pour M., dont l'entrain réjouissant a fini par percer la coquille de timidité.

Tout ceci n'existera plus. Mais cela a existé, et c'était beau.

Que cette dernière édition prolonge un peu l'histoire.

ARNAUD AURIA



COURRIER DU LECTEUR

« **Cher Bon Plan,**

Je t'écris pour partager ma tristesse de te voir partir, après toutes ces années glissé sous mon bras, entre un programme culturel lui aussi disparu et un indigent quotidien local, plus destiné aux populations rurales qu'au citoyen que j'étais alors.

C'était en 1993, je venais d'arriver à Grenoble, avec pour seuls repères mon employeur et la chambre de mon foyer Sonacotra. Quelques notions sur le Vercors, une vague réminiscence de Jeux Olympiques d'un autre temps et c'est à peu près tout.

Ma première rencontre, c'est avec le Petit Bulletin. C'est avec lui que j'ai exploré la ville, ses lieux culturels, ses coins tendances et comment trouver à m'occuper après avoir découvert le chômage puis le RMI.

Et puis, je suis tombé sur toi, sans vraiment te chercher. Tu étais largement diffusé ; on te trouvait facilement dans le réseau des précaires, maisons des habitants, CCAS...

Difficile d'avoir des informations dans ma situation. En te rencontrant, j'ai pu mieux la comprendre et l'envisager autrement. Tu parlais de moi, de gens comme moi et cela m'a énormément aidé. Avec ta régularité et ton effort sur le contenu, tu es devenu mon outil anti-solitude et anti-isolement.

Alors tu te doutes bien, cher Bon Plan, que te voir partir dans ces conditions, de les voir te lâcher ainsi me touche, peut être encore plus que les autres. La logique comptable et le libéral ont pris le dessus.

Moi qui suis aujourd'hui membre du conseil d'administration d'Alpesolidaires, je ne peux qu'être triste, pour ne pas dire choqué, qu'une structure de l'ESS, dont les valeurs prônent justement la solidarité, laisse mourir un tel outil au lieu de réfléchir à une autre sortie, une manière de le transformer.

Nous avons pourtant besoin de ces outils, nous avons besoin d'initiatives, de projets comme toi et il est bien dommage, mon cher Bon Plan, que personne n'ait vraiment voulu te réparer.

Nous, on en a bien profité...

Mais tu aurais pu profiter à d'autres. »

PIERRE-LOUIS S.

35 ans de précarité racontés par *Le Bon Plan*

Depuis sa création au début des années 90, le journal *Le Bon Plan* a toujours gardé sa feuille de route initiale, à savoir parler d'emploi, de logement et proposer des loisirs accessibles financièrement. Mais l'éventail des formes de précarité abordées dans ses articles a quant à lui évolué, à l'image de la société française.

1992 : un journal papier, *Le Bon Plan*, écrit par des RMIstes et à destination des bénéficiaires du RMI¹ voit le jour. Financé par le Conseil Départemental de l'Isère, il est bientôt distribué jusqu'à 9000 exemplaires dans Grenoble et son agglomération. *Le Bon Plan* aborde alors essentiellement la précarité sous le prisme du chômage et du recours aux minima sociaux. Le RMI est encore considéré comme une simple étape transitoire avant un retour à l'emploi salvateur. Les rédacteurs du journal se penchent prioritairement sur les solutions proposées par l'État : décryptage du rôle de l'ANPE, échanges avec des assistantes sociales, immersion dans les locaux de la CAF... La parole est aussi donnée aux RMIstes, que l'on décide par exemple de rencontrer à leur domicile, dans un cadre familial et intimiste afin « d'aller vers une parole véritable, de nous éloigner de la dangereuse simplification médiatique, du malaise pour journaliste commercialement rentable ». On envisage également « L'après-RMI », comme dans une série d'entretiens avec d'ex-allocataires revenus sur le chemin de l'emploi.

L'image que renvoie le RMIste, sa place dans la société, le rôle qu'il peut être amené à y jouer, sont des thématiques abordées dès ses débuts par le bimestriel. Le terme RMIste est d'ailleurs lui-même sujet à débat, comme le prouve certains échanges, parfois vifs et passionnés, entre les rédacteurs et leur lectorat, dont les courriers seront longtemps publiés au sein du journal. Plus généralement, les journalistes du *Bon Plan* misent sur une interactivité assumée avec leurs lecteurs, invités à venir leur rendre visite dans leurs locaux, et même à leur proposer des articles ! Un éditorial publié à la fin des années 90 souligne cette approche : « (...) vos problèmes nous

les connaissons ! Nous les vivons ! Nous essayons de les résoudre. Nous sommes vous. » Une autre brève évoque même un « triangle » dont les trois sommets correspondraient l'un au *Bon Plan*, le second à ses lecteurs et le troisième aux partenaires sociaux et associatifs : « *À la fois dans, aux sommets, et hors du triangle, l'équipe du Bon Plan est particulièrement sensible aux démarches de lutte contre le chômage engagées par les institutions et les demandeurs d'emploi.* »

Cependant, au fil du temps, les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires des minima sociaux voient leur nombre décupler. Les gouvernements successifs appliquent alors des théories néo-libérales, privilégiant les mesures à destination des entreprises (allègement de charges, aides financières à l'embauche...). Les demandeurs d'emploi sont en conséquence incités à faire preuve de « flexibilité », un terme flatteur qui désigne en réalité des emplois toujours plus précaires. Il est de moins en moins question de réinsertion et de lutte contre la pauvreté mais plutôt de présenter un bilan comptable avec un taux de chômage le moins négatif possible. Quitte à voir apparaître une nouvelle classe sociale de travailleurs pauvres. Cette offensive néo-libérale s'accompagne d'une dévalorisation croissante des RMIstes, chaque jour un peu plus perçus comme des parasites et des assistés. Un poison lent déjà distillé par certains hommes politiques au milieu des années 90, tel le secrétaire d'État à

l'intégration, Éric Raoult, qui, regrette une rédactrice, « *fustige depuis sa prise de fonctions "la culture de l'inactivité" et pourrait exiger de tous les RMIstes une "contrepartie utile à la société", c'est-à-dire (déjà !) leur demander de travailler pour pouvoir toucher l'allocation* ».

À contrario, le milieu associatif notamment, a progressivement pris le relais des politiques et des dispositifs étatiques, parfois prompts à considérer les personnes précaires comme un tout homogène et réduits à de simples statistiques. La prise en compte de l'aspect humain, de la singularité des situations et des parcours de chacun vont peu à peu se refléter davantage dans les contenus publiés dans *Le Bon Plan*.

2012 : après plus de 125 numéros, la version papier de *Le Bon Plan* disparaît au profit d'un site internet. Devenu Lebonplan.org, la plateforme permet aux personnes précaires de mieux connaître leurs droits et les informe utilement sur les changements relatifs à leur statut. Aussi, à partir de 2025, une nouvelle rubrique « Le Bon Plan de la semaine » systématise l'envie d'offrir aux précaires des idées d'activités abordables.

Le Bon Plan fut précurseur dans l'analyse des conséquences de la précarité. Certaines thématiques, à l'époque moins visibles ou socialement moins bien acceptées, ont parfois été traitées dans les premières heures du journal. En 1995, un lecteur du *Bon Plan* réagissait vivement à un dossier

« Vous les naufragés du monde économique, votre île peut devenir la plus belle de toutes ! »

concernant l'alcoolisme : *« Qui dit RMIste et chômeur, ne rime pas forcément avec ALCOOLisme, et qui dit salarié, ne rime pas forcément avec sobriété. (MERCI, et RAS le bol des étiquettes mal placées). »* Qui de nos jours associerait l'emploi à la sobriété ? Bien que la précarité entraîne plus facilement des problèmes en tout genre, les problèmes d'addiction ne touchent pas uniquement les bénéficiaires du RSA et c'est une évidence pour tout le monde aujourd'hui.

Il en est de même pour la question du féminisme, qui pourtant ouvre de larges champs de réflexion, par exemple sur la condition des femmes précaires, déjà victimes des injustices, préjugés et inégalités qui gangrènent notre société. La perception et l'image des femmes a elle aussi évolué au fil des années dans les pages du *Bon Plan*. Certains articles au goût douteux type *« Comment trouver son prince charmant ? »*, ou encore une sexualisation du corps féminin dans certains dessins, n'ont bien heureusement plus leur place sur le site du *Bon Plan*. Au contraire, les rédacteurs (et rédactrices !), eux-mêmes dans des situations précaires, s'efforcent de prendre en compte la complexité du vécu des personnes et les différents types de précarités qu'elles peuvent subir. Il en résulte une personnalisation de certains contenus publiés sur le site, à l'image d'une rubrique récemment créée qui propose d'analyser la situation des femmes à la rue à travers le parcours d'une rédactrice qui a elle-même traversé ces épreuves de vie. De nouveaux enjeux traversent ainsi les articles du *Bon Plan*, comme les violences faites aux femmes ou encore la question des menstruations et leurs incidences sur le travail. En effet, en 2026, les sujets abordés par les rédacteurs du *Bon Plan* sont multiples et touchent des formes de précarité variées : la santé mentale, les addictions, le racisme, les droits des personnes LGBTQIA+, la recherche du bien-être en dehors de la recherche d'emploi... On élargit le champ des possibles, aussi : l'emploi, certes encore bien souvent nécessaire à une vie plus douce, n'est plus seul synonyme de bonheur.

L'accomplissement de chacun prend peu à peu d'autres formes, par exemple au sein du monde associatif.

Comme l'écrivait de manière prémonitoire un ancien contributeur du *Bon Plan* dans le cadre d'un article sur les 35 heures : *« Les enjeux : réduire le temps de travail pour que chacun ait davantage de temps pour des activités nouvelles, en dehors du travail rémunéré, plus de temps pour sa vie personnelle dans toutes ses dimensions : affective, familiale, associative, culturelle, sportive, spirituelle ou politique... Le temps libéré peut offrir des nouveaux espaces de liberté, de créativité, d'échange. »* Une analyse qui fait écho à cette jolie formule d'un autre rédacteur : *« Vous les naufragés du monde économique, votre île peut devenir la plus belle de toutes ! »*

AURÉLIEN MATHÉ
MÉRYL PERRIN

1 RMI : Revenu Minimum d'Insertion, ancêtre du Revenu de Solidarité Active



La fermeture d'Impact-Le Bon Plan

Un chantier d'insertion ferme et c'est tout un territoire qui en fait les frais... Structure atypique du paysage de l'insertion du bassin grenoblois, la fin d'Impact-Le Bon Plan questionne la pérennité des dispositifs d'accès à l'emploi.

Après plus de 35 ans d'existence, Impact-Le Bon Plan, chantier d'insertion spécialisé dans les métiers de la communication, cessera son activité au 31 octobre 2026. Rédaction, conception et modération de sites web, graphisme, vidéo, photographie... depuis sa création en 1991, le chantier permettait à ses salariés de mobiliser ou de développer des compétences dans les métiers de la communication, domaine relativement éloigné des secteurs auxquels on associe traditionnellement l'insertion par l'activité économique.

Des collectivités territoriales aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, en passant par d'autres structures d'insertion, nombreux sont ceux qui avaient reconnu l'expertise d'Impact-Le Bon Plan et faisaient appel à ses services, à des tarifs, il faut bien le dire, souvent moins élevés que ceux d'une agence de communication classique. En 2018, la structure était entrée dans le giron de la Mutualité Française Isère et répondait aussi aux besoins en communication du siège et des différents établissements qui la composent. À ces activités s'ajoutait *Le Bon Plan*, publication historique du chantier, consacrée aux questions de précarité et d'insertion.

Au total, ce sont plus de 250 salariés qui sont passés par Impact-Le Bon Plan dans le cadre de contrats d'insertion. Pour des périodes allant de quelques mois à plusieurs années selon leur situation et celle du marché du travail, leur passage par la structure leur permettait de remettre progressivement un pied dans l'emploi. Sylvaine Petit, encadrante technique d'insertion, a elle-même constaté les effets de cet accompagnement : « *Sur les sept années que j'ai passées ici, j'ai été époustouflée par la pertinence de ce dispositif. Ce n'est pas du travail pour le travail, c'est vraiment de la prise de*

confiance en soi par le biais de l'emploi. Et pour la plupart des personnes accompagnées, cela a été très bénéfique : elles ont pu souffler un peu, lever les freins qui les empêchaient d'avancer et ensuite se questionner sur l'emploi et leur avenir professionnel. »

La fermeture du chantier, annoncée en mai, a fait peser sur les salariés en insertion et l'équipe encadrante un mélange de sidération et de colère. Douze personnes sont directement concernées par l'arrêt de l'activité : deux encadrantes, une conseillère en insertion socio-professionnelle et neuf salariés engagés dans un parcours d'insertion.

Si la motivation a pu revenir pour terminer les derniers mois, la fermeture reste vécue comme un « gâchis », cette décision laissant un goût amer. Et, sans aller jusqu'à une ambiance de fin du monde, un certain abattement demeure à tout le moins.

UNE PERTE POUR L'INSERTION ET LE TERRITOIRE

Au-delà des emplois directement concernés, cette fermeture réduit, de fait, la diversité des parcours d'insertion sur la métropole grenobloise. Impact-Le Bon Plan occupait une place singulière parmi les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), dont les activités sont plus fréquemment associées à l'aide à la personne, au BTP, aux espaces verts, à la restauration ou encore au nettoyage.

La spécificité de la structure résidait notamment dans le fait qu'elle accueillait des personnes dont on ne soupçonnait pas nécessairement qu'elles puissent avoir besoin d'intégrer un processus d'inclusion professionnelle. « *On pourrait se dire que, lorsqu'on est diplômé, qu'on maîtrise la langue et qu'on possède déjà un certain nombre de compétences de base, l'accès à l'emploi va de soi, mais c'est une idée reçue* », commente Anne-Françoise De Langhe, directrice d'Impact-Le Bon Plan. « *Parce qu'ici, parmi les personnes que nous avons accompagnées, il y a aussi eu d'anciens chefs d'entreprise et des personnes qui ont connu la réussite professionnelle et sociale. Et puis, à un moment donné, la vie peut basculer : un divorce, un grand coup de fatigue, du surmenage, un secteur économique qui traverse des difficultés...* »

Florent Trani, ancien chargé de mission au Département de l'Isère sur les clauses sociales, les marchés réservés et le lien avec les structures d'insertion, a longtemps collaboré avec Impact-Le Bon Plan et regrette la fermeture du chantier. « *C'est à la fois une perte pour le territoire et pour l'offre d'insertion. C'est une structure vraiment atypique qui donnait une vision un peu différente de l'insertion et qui répondait à un besoin* », estime-t-il.

Florent Trani accompagne aujourd'hui des bénéficiaires du RSA sur le territoire du Grésivaudan. Sur les quelque 200 personnes

« Ce n'est pas du travail pour le travail, c'est vraiment de la prise de confiance en soi par le biais de l'emploi. »

Sylvaine Petit, encadrante socio-professionnelle

accompagnées par son équipe, un tiers dispose de diplômes allant du bac+2 au doctorat, mais ne trouve pas nécessairement de dispositif correspondant à son parcours et à ses compétences. « *On est démunis : sur des profils qualifiés, on n'a pas d'offre d'insertion, ni de levier d'action* », explique-t-il.

Si Impact-Le Bon Plan n'a pas l'ambition de faire disparaître toutes formes de précarité, la structure posait un point de principe indéniable : la difficulté d'accès à l'emploi peut toucher tout le monde, à tout moment de la vie. C'était l'un des rôles d'Impact-Le Bon Plan que de pouvoir accompagner ces personnes.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE SOUS TENSION

Bien évidemment, une question taraude les esprits : qu'est-ce qui fait qu'une structure, dont la mission sociale est avérée, et qui a réussi à exister pendant plus de trois décennies, se retrouve aujourd'hui dans l'impossibilité de poursuivre son activité ? Dans le cas d'Impact-Le Bon Plan, plusieurs facteurs se sont combinés. Le secteur de la communication, déjà très concurrentiel, a profondément évolué ces

dernières années, avec de nouvelles pratiques et de nouveaux outils, dont l'intelligence artificielle. Ces transformations ont contribué à fragiliser le volume de travail sur lequel la structure pouvait s'appuyer.

Dans le même temps, les charges de fonctionnement ont augmenté tandis que les financements publics ont stagné, dans un contexte où les collectivités sont elles-mêmes confrontées à des contraintes budgétaires. Et pour une structure comme Impact-le Bon Plan, dont les finances n'ont pas toujours été très sereines, la pérennité de l'activité dépend aussi de la capacité des acteurs publics à maintenir leurs commandes. À cela s'ajoute un autre facteur, plus difficile à mesurer : la mobilisation des agents et des services. « *Pour faire vivre Impact-Le Bon Plan, il faut quand même un engagement de certaines collectivités. Au Département de l'Isère, nous avions une cheffe de service et un directeur qui portaient Impact-Le Bon Plan et cela participait au développement de l'activité* », rapporte Florent Trani. « *Mais dès que les personnes commencent à partir, on voit que les commandes diminuent.* » La recherche d'un équilibre financier est ainsi devenue de plus en plus difficile pour Impact-Le Bon Plan, puisque celui-ci reposait davantage sur ses capacités d'autofinancement.

Pour autant, la structure n'était peut-être pas nécessairement condamnée par son environnement économique. Pour Anne-Françoise De Langhe, il y avait sans doute des options qui permettaient de garder un cœur d'activité : « *Chacun d'entre nous ne comprend pas totalement les raisons qui nous ont amenés-là. On aurait sans doute pu trouver de quoi essayer de redresser la barre, en diminuant la voilure ou en recentrant les activités.* »

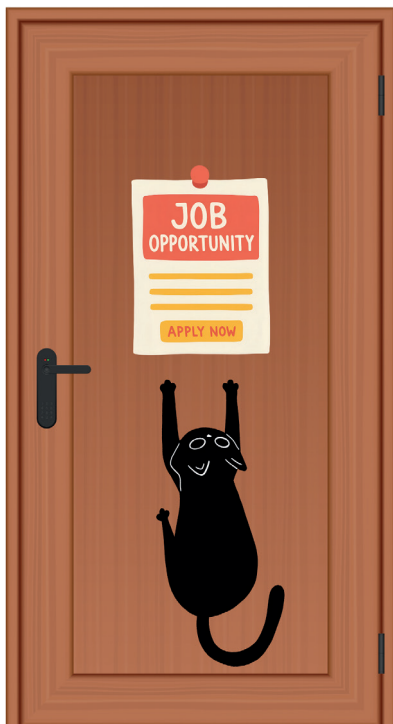
Des pistes de transformation avaient d'ailleurs été envisagées : renforcer la recherche de clients, notamment par le recours à un commercial, ou faire évoluer l'offre de services en développant de nouvelles compétences. Ces pistes n'ont finalement pas été retenues par le conseil

« On pourrait se dire que, lorsqu'on est diplômé, qu'on maîtrise la langue et qu'on possède déjà un certain nombre de compétences de base, l'accès à l'emploi va de soi, mais c'est une idée reçue. »

Anne-Françoise De Langhe,
directrice d'Impact.

d'administration de la Mutualité Française Isère, au grand dam des salariés en insertion et de l'équipe encadrante.

Plus largement, cette situation trouve des échos auprès d'autres chantiers d'insertion grenoblois en difficulté portés par de grands groupes, non spécialisés dans l'insertion. Intervenant sur d'autres périmètres d'actions du monde social et sanitaire, ces groupements doivent composer avec leurs propres enjeux économiques et financiers. Ces contextes donnent malheureusement peu de place à des activités d'insertion à l'équilibre financier précaire, mais pourtant à forte valeur sociale...



« Demain, si l'insertion n'est plus là, comment accompagner la précarité ? »

Anne-Françoise De Langhe, directrice d'Impact.

QUEL AVENIR POUR L'INSERTION ?

Face à l'insécurité économique et un marché du travail qui se dégrade, la question du modèle des chantiers d'insertion se pose réellement pour aujourd'hui et demain. « *Comment mener une politique d'insertion avec des difficultés sociales qui s'accroissent et qui se durcissent, aussi bien du point de vue de la santé mentale que de la santé physique ou de l'accès au logement ? Et avec des pouvoirs publics qui ont de moins en moins de moyens et une part d'autofinancement qui est de plus en plus grande ? Demain, si l'insertion n'est plus là, comment accompagner la précarité ?* » alerte Anne-Françoise De Langhe.

Ainsi posée, la question du modèle économique des SIAE renvoie donc non seulement aux moyens financiers, mais aussi au financement de l'intérêt général : quels moyens sommes-nous prêts à financer collectivement pour permettre à des personnes éloignées de l'emploi de retrouver une place dans le monde du

travail ? Et quelle valeur accorde-t-on à des dispositifs dont les bénéfices dépassent la seule activité économique ?

Il ne s'agit pas de considérer les chantiers d'insertion comme des structures qui devraient être protégées de toute contrainte économique. Néanmoins, leur mission sociale produit des effets qui ne se mesurent pas uniquement dans un chiffre d'affaires. « *Il y a aussi ce qui est juste, ce qui est humain, ce qui permet à chacun de retrouver sa place et sa dignité. Après 35 ans d'accompagnement, on mesure la différence que cela a pu faire dans la vie des personnes que nous avons rencontrées* », déclare Anne-Françoise De Langhe.

D'autant que les SIAE constituent un dispositif plus économique que de garder quelqu'un éloigné de l'emploi durablement. Pour Florent Trani, leur intérêt réside notamment dans cette capacité à créer une richesse sur plusieurs plans : en répondant à une commande, en créant de l'emploi et en permettant à des personnes

de reprendre une activité plutôt que de rester durablement éloignées du marché du travail. « *C'est important d'avoir ce réseau de structures d'insertion parce que ce sont des opportunités d'emploi, et elles permettent de répondre à un besoin des publics sur le territoire* », résume-t-il.

CE QU'IL RESTERA D'IMPACT-LE BON PLAN

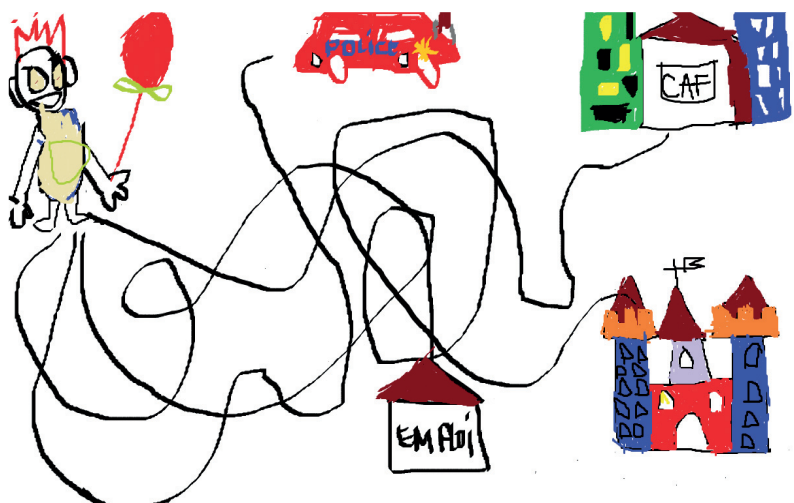
À quelques jours de la fin d'Impact-Le Bon Plan, à l'heure de dresser le bilan, on peut se dire qu'une partie de ce qui constituait la singularité du chantier et du *Bon Plan* disparaîtra avec eux : une expertise construite au fil des années sur les questions d'insertion, d'inclusion, de création de réseau, mais aussi des savoir-faire des métiers de la communication.

Après toutes ces années, le bilan est nécessairement personnel pour Anne-Françoise De Langhe : « *Ce qui me touche le plus, c'est tout le travail qui a été accompli pendant plus de 30 ans : le volume du travail et l'investissement des uns et des autres.* »

Pour Sylvaine Petit, certains souvenirs tiennent aussi de la vie collective de la structure : « *À plein de moments, il y a eu quelque chose d'assez beau, avec des équipes qui étaient vraiment soudées, qui étaient contentes de se retrouver et de venir travailler ensemble.* »

Et ce qui a été transmis aux personnes passées par Impact-Le Bon Plan continuera de vivre au-delà de la structure et d'essaimer. « *Les personnes qui sont passées par Impact-Le Bon Plan ont construit quelque chose et ce qu'elles ont construit les a nourries* », poursuit Anne-Françoise De Langhe. Une manière de rappeler que l'efficacité d'un chantier d'insertion ne se mesure pas uniquement à sa capacité à équilibrer ses comptes...

Reste alors une question, simple, mais loin d'être anodine : pourra-t-on, un jour, proposer à nouveau un dispositif équivalent sur le territoire ?





Portrait d'une portraitiste : Annie Kawusoko Peya Nsingi, celle qui reste

« Impact était vraiment une bonne passerelle pour intégrer l'emploi. »

Derrière chaque fermeture, il y a des êtres humains. Et derrière chaque personne, il y a un parcours qui mérite d'être raconté. Qu'en est-il pour Impact-Le Bon Plan, pour toutes celles et ceux qui sont montés sur cette passerelle vers l'emploi ?

C'est la question que je me pose en tant que dernière arrivée au chantier. En 35 ans d'existence, Impact a vu passer plus de 250 salariés en insertion. Tous les présenter n'est pas envisageable. Concentrons nous sur le parcours d'Annie Kawusoko Peya Nsingi.

Annie est chargée d'accueil et d'évaluation sociale au service Logement Jeunes. Ce service partage le même bâtiment que le chantier d'insertion Impact-Le Bon Plan. Tous les matins, en allant au travail, je croise Annie à l'accueil. Elle m'impressionne par son professionnalisme et son style vestimentaire flamboyant, de ceux qui donnent envie d'oser mettre de la couleur dans sa garde-robe.

Annie est passée, comme moi, par Impact-Le Bon Plan. Elle a rejoint cette structure d'insertion en juin 2020 et y sera rédactrice durant 3 ans pour *Le Bon Plan* et *Alpesolidaires*. Journaliste reporter puis attachée de presse dans un cabinet politique en République démocratique du Congo, elle part pour la France en 2016. À son arrivée à Grenoble, elle réalise plusieurs stages dans les services de communication de différentes mairies afin de valider ses compétences.

Grâce à ses accompagnements, France Travail et PLIE, elle découvre et candidate au chantier Impact-Le Bon Plan. C'est, de son avis, un tournant dans sa vie, autant personnelle que professionnelle. Elle se rappelle avoir attendu avec impatience son premier jour au chantier, repoussé à cause du confinement, et ne pas avoir été déçue : « *J'étais dans une équipe très sympa, je me suis vite intégrée.* » Son contrat maintenant terminé, les liens perdurent avec ses anciens collègues. Aux côtés d'une équipe encadrante à l'écoute, l'écriture d'Annie a pu fleurir et se perfectionner. Avec plus de 80 articles à son actif, elle a couvert l'actualité de l'économie sociale et solidaire grenobloise et les informations à destination des personnes précaires.

Mais si on l'interroge, ce qu'elle a préféré écrire, ce sont les portraits, ceux de professionnels du social ou encore des personnes inspirantes qui rebondissent après le RSA : « *Les gens que j'ai rencontrés, dans différents métiers, ça m'a beaucoup inspiré.* »

À Impact-Le Bon Plan, comme dans d'autres chantiers d'insertion, le cadre de travail est au service de l'autonomie des personnes, en les aidant à gagner en confiance professionnellement et à

lever les freins de l'accès à l'emploi. Annie a saisi cette opportunité pour en tirer le meilleur profit, notamment dans le cadre du suivi avec la conseillère d'insertion professionnelle du chantier : « *On a fait ensemble. J'étais très motivée et proactive de mon côté et à chaque rendez-vous, je venais avec des propositions concrètes.* »

Pudique sur ses difficultés, elle estime que travailler à Impact-Le Bon Plan l'a aidée à les résoudre. Pour exemple, elle a emménagé dans son logement actuel grâce à Action Logement. Elle a pu ensuite aborder plus sereinement la construction de son projet professionnel. Face à la concurrence dans le secteur de la communication, elle a choisi de se reconverter : « *J'ai besoin d'être stable professionnellement, je préfère changer un peu de secteur et trouver du travail.* »

Elle commence de son propre chef par réaliser une enquête métier puis, avec l'accompagnement d'Impact-Le Bon Plan, elle réalise un stage dans le service d'addictologie de la Mutualité Française Isère. C'est décidé, elle suit une formation au GRETA de 9 mois pour devenir assistante secrétaire. Une période de stage aboutit sur un CDD de 6 mois.

Lors d'un pot avec ses anciens collègues du chantier, elle apprend l'ouverture du poste de chargée d'accueil et d'évaluation sociale en CDI au service Logement Jeunes, auquel elle candidate et qu'elle obtient. Travailler en insertion c'est aussi se constituer un réseau.

Depuis l'accueil, assise à son bureau, chaque matin, Annie nous salue chaleureusement, mes collègues et moi, en insertion qui avons pris sa suite. Un cycle vertueux qui s'interrompt aujourd'hui faute de financement. Sans effacer la particularité de chaque parcours, nous avons un besoin commun : un cadre de travail soutenant qui nous permet de progresser afin de sortir de la précarité. C'est pour cela que les mots d'Annie sur la fermeture me touchent : « *Je trouve que ce n'était pas le moment de fermer, car Impact-Le Bon Plan facilitait l'intégration professionnelle. C'est du gâchis.* »

Ainsi nous fermons la boucle, de celle qui aimait écrire sur les personnes qui ont rebondi, je tire le portrait. En espérant que, comme Annie et malgré la fermeture, perdureront pour moi aussi les liens créés, la confiance gagnée et la stabilité.

La fabrique de l'utopie

Maria Prokhorova et Anne-Françoise De Langhe se rencontrent en septembre 2026, dans les locaux d'Impact-Le Bon Plan, pour parler d'insertion professionnelle, d'utopie et d'émancipation.

Maria. Je suis Maria Prokhorova, rédactrice web en insertion au sein du chantier Impact-Le Bon Plan. Est-ce que vous pourriez vous présenter un peu et m'expliquer ce qui nous réunit aujourd'hui ?

Anne-Françoise. Je suis Anne-Françoise De Langhe et je travaille dans cette magnifique structure depuis 27 ans, dont 8 ans comme directrice¹. On se retrouve toutes les deux aujourd'hui parce que cette structure ferme. Et c'est important pour nous de mettre des mots sur ce qu'on a fait, parce que les mots ont été notre outil de travail pendant 35 ans. Au-delà des mots, c'est surtout le travail de la pensée, l'argumentation et l'organisation des idées qui ont marqué toute ma vie professionnelle et l'activité du chantier. Ce sont, je pense, des compétences transférables, qui permettent aux personnes de construire la suite de leur parcours. C'était un peu le point de vue original qu'on avait dans ce chantier d'insertion. Si on se rencontre aujourd'hui, c'est parce qu'on a eu la chance de vous accueillir dans votre singularité, à un moment où vos besoins rencontraient ceux de la structure. Vous aviez les compétences pour répondre aux commandes de nos clients, et de notre côté, nous avions besoin de ces compétences.

Maria. Est-ce que vous avez participé directement à mon recrutement ?

Anne-Françoise. Je ne m'occupais déjà plus des recrutements à ce moment-là. J'ai longtemps participé aux recrutements, tout en assurant selon les besoins des fonctions d'accompagnement professionnel, d'encadrement technique et de direction. Il m'est même arrivé d'assumer les trois rôles en même temps. Il faut savoir être un peu saltimbanque dans ce chantier : être polyvalent et retoucher les manches quand il y a besoin. C'est à la fois passionnant et assez épuisant. Il faut de l'agilité, de la détermination, et ne pas avoir peur de mettre les mains dans le cambouis. Mais c'est un joli cambouis, une belle huile parfumée, j'ai envie de dire.

Maria. Quels sont les différents profils des personnes qui arrivent à dans ce chantier ?

Anne-Françoise. On nous a souvent dit « ce sont des profils de diplômés, des gens qui n'ont pas de problème d'accès à l'emploi. » On nous disait même que c'était un « chantier d'insertion de luxe. » Comme si, dans la France d'aujourd'hui, et même il y a quinze ou vingt ans, le fait d'avoir un diplôme permettait forcément d'accéder plus facilement au monde du travail. Alors que parfois, justement, on est trop diplômé pour accéder à certains emplois.

Maria. Mais alors, pourquoi, parmi deux étudiants qui peinent à trouver un emploi, l'un va trouver sa place ici et pas l'autre ? Parce

que vous ne pouvez pas accueillir tous les étudiants qui cherchent un emploi.

Anne-Françoise. On n'a pas eu que des étudiants, loin de là : on a accueilli beaucoup de personnes qui n'étaient pas diplômées, avec des parcours très différents, de 18 à 70 ans. Ce qui compte, c'est d'avoir un socle minimum de compétences, la maîtrise de la langue écrite et parlée et l'infographie, parce que nos activités ont certaines exigences techniques et qu'on ne veut pas mettre les personnes en difficulté. Au cours de l'histoire d'Impact-Le Bon Plan, il y a eu des gens qui venaient vraiment de tous les horizons et qui se dirigeaient vers des métiers très différents. Un ancien salarié est même devenu tatoueur. Il n'y a donc pas vraiment de typologie des publics ici, si ce n'est ce socle de compétences. On ne choisit pas forcément les « meilleures personnes » sur le papier. Notre objectif, c'est vraiment d'accompagner vers l'emploi ceux qui ont le plus besoin de nous. On a souvent refusé des candidatures qui étaient pourtant très bonnes. On choisit les personnes pour lesquelles on sent qu'il y a un vrai besoin de passer par cette structure, que cette étape est cruciale pour leur permettre de continuer à avancer. On pense aussi à la dynamique du groupe, à la complémentarité des âges, des compétences et des parcours. L'objectif, c'est que chacun puisse retirer quelque chose de positif de son passage ici, même si, au bout du chemin, ça ne débouche pas forcément sur un emploi.

Maria. J'avais déjà travaillé dans un autre chantier d'insertion. Il y a plus d'une dizaine d'années, à Valence, je faisais traverser les enfants devant une école primaire². Quand je suis arrivée ici, j'ai été très étonnée par le profil des salariés. J'avais connu une autre forme d'insertion, avec des personnes issues de parcours migratoires ou qui, comme moi, étaient passées par la rue. C'est vrai que j'avais peut-être un regard un peu critique sur mes collègues. Je me disais : « Ce sont des demandeurs d'emploi de longue durée qui n'ont pas forcément leur place dans un chantier d'insertion. Avec un peu de soutien, ils ont de bonnes chances de retrouver rapidement leur place dans le monde du travail. » Ce qui me frappait aussi, c'est que certains avaient eux-mêmes le sentiment de ne pas être à leur place.

Anne-Françoise. Ce chantier d'insertion s'adresse à des personnes qui n'ont pas forcément leur place dans les autres chantiers. C'est une offre complémentaire. Mais comme les salariés sont avant tout considérés pour leurs compétences et leur travail, on ne devine pas forcément les difficultés ou les parcours qu'ils ont pu connaître. Certains ont vécu à la rue, connu la prison ou traversé des périodes particulièrement difficiles.

En passant par cette structure, on peut parfois avoir l'impression d'être marqué pour toujours par le fer rouge de l'insertion. La société porte encore un regard très négatif là-dessus, alors que le chômage, les périodes de creux ou les moments difficiles peuvent arriver à tout le monde. Il n'y a pas vraiment de règle : personne n'est à l'abri d'un accident de parcours.

Maria. En découvrant le monde de l'insertion, je me suis interrogée sur le mal-être au travail. Pourquoi certaines personnes se sentent-elles finalement plus en sécurité dans une structure d'insertion que dans le monde du travail dit « classique » ? Et si l'insertion nous permettait aussi de repenser nos façons de travailler et la qualité de vie au travail ?

Anne-Françoise. On entre presque dans un débat philosophique, Maria !

Maria. Mes collègues ont traversé des épisodes d'épuisement professionnel et des dépressions. Le monde du travail peut causer de graves souffrances, psychologiques comme physiques.

Anne-Françoise. C'est une question qui me préoccupe aussi personnellement, après avoir suivi l'évolution du monde du travail pendant toute ma carrière. On rencontre de plus en plus de personnes, y compris parmi celles qui postulent à des postes permanents qui décrivent l'entreprise comme une véritable machine à broyer.

Et pourtant, le droit du travail n'a jamais été aussi protecteur des salariés. C'est assez paradoxal. Aujourd'hui, les burn-out, les dépressions, l'insatisfaction au travail et l'angoisse du quotidien semblent prendre une place de plus en plus importante.

J'ai toujours pensé qu'un salarié heureux était un salarié productif. Quand on est content de venir travailler, de retrouver ses collègues et qu'on trouve du sens à ce qu'on fait, ça change complètement notre rapport au travail. Le sens, ça peut tout simplement être de pouvoir payer son loyer : chacun a ses propres raisons de travailler. Mais si on veut que les gens soient productifs, il faut leur donner de bonnes conditions de travail, pas les pressurer. Quand on trouve du sens et du plaisir dans ce qu'on fait, on travaille mieux. Mais certains salariés ont aussi une vision du monde du travail qui ne correspond pas toujours à la réalité.

Maria. Je pense surtout que le rejet et la stigmatisation qu'ils ont subis ont fini par nourrir, à leur tour, une forme de rejet et certains préjugés.

Anne-Françoise. Parfois, il y a aussi une mauvaise compréhension des attentes de l'entreprise et de ses codes. Ça s'apprend, mais on n'apprend pas vraiment le monde du travail à l'école. C'est une question qui se posait déjà quand j'étais étudiante, il y a plus de trente ans, et qui reste encore d'actualité.

Maria. J'ai parfois le sentiment que ce chantier d'insertion fait vivre une forme d'utopie : c'est un lieu où l'on prend soin les uns des autres, où l'on veille au bien-être, à la santé et à l'équilibre



Bureau des graphistes dans les locaux d'Impact-Le Bon Plan - 2026 - © Mélanie Hoffmann

psychologique de chacun, et où le travail s'adapte aux difficultés des personnes. Mais j'ai peur que ce modèle ne résiste pas à la réalité du monde du travail, avec ses exigences de rentabilité, de productivité et de performance.

Arnaud Auria, un ancien encadrant technique, disait qu'un chantier d'insertion devait être suffisamment inconfortable pour donner envie aux gens d'en partir. J'ai parfois le sentiment qu'on est presque trop bien ici.

Anne-Françoise. Cette dernière équipe est un peu particulière : vous êtes très protégés, car la fermeture de la structure est une épreuve pour tout le monde. Impact-Le Bon Plan reste un lieu de travail semi-protégé. Normalement, au fil des contrats, les exigences augmentent progressivement, jusqu'à ce que certains salariés se sentent prêts à partir parce qu'ils n'ont plus besoin de cette « béquille ». Pour d'autres, deux ans ne suffisent pas et le parcours peut se prolonger jusqu'à cinq ans. À chaque renouvellement, on se demande si la structure répond toujours aux besoins de la personne et si elle lui est encore utile. Mon ancien directeur disait : « *Avancer dans la vie, c'est accepter le déséquilibre.* » Comme un enfant qui apprend à marcher, il faut accepter de pouvoir tomber pour avancer. Pour moi, c'est aussi ça, sortir de l'insertion : à un moment, il faut pouvoir quitter ce cadre sécurisant et prendre le risque d'aller vers autre chose.

MARIA PROKHOROVA

1 Anne-Françoise De Langhe est directrice de deux chantiers d'insertion, Impact-Le Bon Plan et Chantiers Solidaires, ainsi que d'une association intermédiaire, Actions Solidaires et Multiservices.

2 À Valence et Bourg-lès-Valence, la traversée des enfants aux abords des écoles est assurée par des agents de sécurité scolaire embauchés dans le cadre d'un dispositif d'insertion. L'association pilote : OPTIMESS (anciennement Valence Services) gère ce programme de sécurité scolaire depuis 1992.

LES MOTS DE LA FIN

«Souvent les paroles s’envolent et les écrits restent, dit-on, même si à l’ère d’internet ce vieil adage peut parfois être démenti lorsque des sites ferment définitivement leurs portes. Restent malgré tout des moments de vie enthousiasmants et des rencontres stimulantes, placés sous le signe de la bienveillance et qui m’ont redonné estime de moi-même et, de nouveau confiance en l’avenir : merci Le Bon Plan !» **AURÉLIEN**

«Entre les pages de cette dernière édition du Bon Plan, il y a l’essence même du chantier : une réalisation collective, des mots sciemment choisis, le goût du travail bien fait, un soupçon d’audace et quelques grains de folie. Je songe à cette fermeture et je mesure la chance que j’ai eue de rejoindre Impact-Le Bon Plan à un moment de ma vie où l’emploi était synonyme d’anxiété et de souffrance. Je sais que, demain et dans mon futur professionnel, je garderai en moi l’équilibre que cette expérience m’a apporté et la confiance en moi qu’elle m’a permis de retrouver.» **FLORIANE**

«Dernier employé arrivé pour un passage rapide à Impact-Le Bon Plan, une aiguille dans le champ de bottes de foin qu’est le monde du travail. J’ai pu me remettre sur les rails, et retrouver confiance en mes capacités, parce que ça n’est pas si facile d’avoir 26 ans en 2026.» **MÉRYL**

«Maria a dessiné des arbres sur Paint, Maria a décroché des anxiolytiques, Maria a organisé des anniversaires. Certains ont pleuré en relisant leur texte raturé. Certaines ont marché en rond autour des immeubles pendant la pause. Un cambrioleur a volé une doudoune et des ordinateurs : l’agente d’entretien s’est évanouie en croisant son haleine avinée. Il y a eu des tirs dans la rue, un homme avec un couteau et même de grosses insultes. Il y a eu des cris, des engueulades, des embrassades. Certains ont redécoré tous les murs de chats en gros plan, d’autres ont divagué dans les supermarchés, marchant sans but. Précaires, solidaires, économes, sans le sou. Bizarres, loufoques, malades, toxicos. La petite utopie s’envole en fumée.» **MARIA**

«Un chantier d’insertion pour relancer la machine, se rappeler qu’on sait faire, oser apprendre à nouveau ou encore se surprendre soi-même. On a tiré la sonnette d’alarme pendant des mois sur les difficultés du chantier. Début mai, un bébé dans le bras, mes deux collègues permanentes en arrêt, j’ai appris la fermeture d’Impact au 31 octobre.» **MN**

«Comme les autres secteurs qui assurent les services publics, l’ESS a besoin de budget pas d’IA.» **ALICE**

«Dans un secteur qui souffre un peu de jeunisme, j’avais besoin de travailler en équipe, d’être au service des autres et surtout de communiquer en vrai.» **RACHEL**

«Quand j’ai débarqué chez Impact, je n’avais jamais entendu parler d’ESS ou de «mutualité» et j’avoue avoir été un peu sceptique, avant d’apprendre à en connaître les contours. 2 ans plus tard, j’en ai appris bien plus que les contours et je ne suis plus sceptique, je n’y crois pas une seconde.» **LAURENT**

«J’y ai appris beaucoup de choses et j’ai pu développer énormément de compétences. C’était aussi structurant et aidant de se retrouver dans une équipe où on se sent accepté, valorisé et pas simplement vu comme une bête bizarre inapte à travailler.» **HÉLÈNE**

PETITES ANNONCES

DEMANDES D’EMPLOI

Méryl, 26 ans, démarrage sur l’autoroute de l’emploi compliqué mais passionné par l’audiovisuel, à la recherche de projets sympas. Apprend à vendre ses capacités techniques et créatives aux autres.
☎ 06 29 22 95 83

Maria, grande journaliste, photographe, dessinatrice, enquêtrice, intervieweuse, recherche un emploi pas très bien payé, mais à forte valeur sociale, pour sauver le monde et moi-même.
maria.prokhorova@yahoo.fr

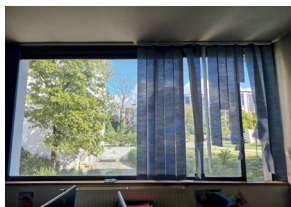
Floriane, ex-chargée de projets de traduction surmenée. Rédactrice web à la plume affûtée. Esthète des sites web bien conçus. Pâtissière plébiscitée par ses collègues. Touche-à-tout à l’enthousiasme démesuré. Grandeoureuse des chats (il n’est pas exclu qu’elle entreprenne spontanément de redécorer vos locaux avec des photos félines). Un profil en or, donc (et pas modeste pour deux sous). Sa cheffe estime d’ailleurs que ses prochains employeurs auront beaucoup de chance (et aussi qu’elle est un peu toquée). Recherche relation professionnelle sérieuse, épanouissante et bienveillante. Chats bienvenus. ☎ 06 89 40 62 72

OFFRE EMPLOI

Ah non, désolé, on a rien pour vous, débrouillez-vous.

VENTE IMMO

Opportunité à saisir
Bureaux/local commercial.
Vente, location, squat...
200m² sur 1 niveau
Belle luminosité
Isolation RE 2020 (avant J.-C.)
DPE F (heu... non, G en fait)
Quartier calme (selon les horaires),
Proche toutes commodités,
21 rue Christophe Turc, 38100 Grenoble



À VENDRE EN URGENCE

Ordinateurs, écrans et fournitures de bureaux. Cash uniquement. Pas de questions. Le timing est pure coïncidence.

OBJET PERDU

Recherche média s’adressant aux précaires. Lectorat en boom démographique, en recherche d’informations sur la survie dans la France post-Macron. Toutes candidatures acceptées.

OFFRES DIVERSES

À céder, **équipe complète de communication**. Rédacteurs, graphistes, vidéastes. Modération, gestion de site internet. Organisation d’anniversaires. État satisfaisant, quelques traces d’usures Remises à niveau à prévoir.
☎ 07 71 20 40 90

Donne 2 encadrantes techniques d’insertion. Souriantes, expérimentées, motivées, sportives et à l’écoute des autres. Seconde main. Contrôle technique OK. À récupérer sur place.
☎ 06 24 61 05 95

OFFRES SERVICES

Dans le cadre de la réorganisation de notre écosystème d’intervention et de la cessation prochaine d’activité de l’une de nos structures, nous engageons une démarche proactive visant à identifier de nouveaux leviers de mutualisation et d’optimisation des ressources humaines. Nous recherchons ainsi un opérateur alternatif en capacité de proposer un modèle d’intervention comparable, tout en s’inscrivant dans une logique de rationalisation budgétaire et d’efficacité opérationnelle accrue. Toute structure souhaitant contribuer à cette dynamique de continuité de service à coûts optimisés est invitée à se manifester.

RÉCLAMATIONS

Arrêtez de voler mes paniers repas svp.

CONSULTATIONS

Mimi
Mysticisme félin

Prêtresse de l’ordre du Mialement Sacré.
Divination dans les gamelles de croquettes.
Maraboutage ronronnant et envoûtement félin.
Massages traditionnels par piétinement.
Neutralisation des mulots imaginaires.

Résultats non garantis.
Paiement en boîtes de pâtée ou en cagettes en bois.

mimi@miaou.fr

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE

CHANGER DE REGARD

vernissage : jeudi 12 nov. 17h30 - 19h
exposition : vendredi 13 nov. 10h - 17h

à la Bifurk
2 rue Gustave Flaubert à Grenoble

Exposition en partenariat avec le Collège des étudiants en philosophie
partenariat d’équipage : Mimi, Héroïne, Souris du CCAS de Grenoble

ars